

Le terroriste imprévisible

La « pensée magique » sur la prévention
de la radicalisation et les possibilités
de dé-radicalisation

Marion van San



LE TERRORISTE IMPRÉVISIBLE

LA «PENSÉE MAGIQUE» SUR LA PRÉVENTION
DE LA RADICALISATION ET LES POSSIBILITÉS
DE DÉ-RADICALISATION

Marion van San

Ce livre est une édition de Itinera Institute

© L'auteur

Mise en page : Karakters, Gent

Couverture : Mirto Print

Marion van San

Le terroriste imprévisible

La « pensée magique » sur la prévention de la radicalisation et
les possibilités de dé-radicalisation

Bruxelles, 2018, 30 p.

D/2018/3988/63

*Le présent ouvrage ne peut être, en tout ou en partie,
reproduit et/ou publié par voie d'impression, de photocopie,
de microfilm ou par tout autre procédé sans accord écrit préalable de l'éditeur.*



Introduction

Dès le moment où des jeunes, hommes et femmes, sont partis à la quitter pour rejoindre la lutte armée en Syrie et en Irak, toute l'Europe occidentale s'est mise à la recherche de manières de détecter la radicalisation et l'extrémisme au stade le plus précoce possible, et de s'y attaquer. Un processus de radicalisation s'était en effet amorcé chez la plupart des jeunes hommes et femmes bien avant leur départ vers ces zones de guerre. De plus, le risque potentiel de personnes qui n'avaient pas rejoint la lutte, mais semblaient sujettes à une idéologie radicale, suscitait une inquiétude croissante.

Le départ de jeunes Occidentaux vers la Syrie et l'Irak nous a avant tout appris que les dirigeants politiques n'y étaient pas du tout préparés. Dans la plupart des cas, les signes précurseurs de radicalisation n'avaient pas été identifiés, ce qui a permis à de nombreux jeunes de quitter discrètement le territoire. Dans les mois et les années qui ont suivi le départ de ces jeunes, l'attention des dirigeants politiques s'est surtout concentrée sur les possibilités d'éviter de nouveaux départs. On s'est rapidement rendu compte que des personnes gravitant dans l'environnement de tous ces jeunes avaient systématiquement remarqué les premiers signes de leur radicalisation. Par conséquent, l'environnement (éducateurs, professeurs, imams, gardiens de prison, agents de quartier) des jeunes qui présentaient des signes de radicalisation a été incité à ouvrir l'œil et à rapporter les premiers indices. L'idée est née qu'il était important de détecter des indices de radicalisation au stade le plus précoce possible parce que cela devait permettre d'éviter que des jeunes rejoignent des conflits armés. C'est ainsi qu'on a tenté d'engager la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme et le terrorisme.

La littérature scientifique révèle cependant qu'il n'existe aucun moyen de prédire ou d'anticiper le fait qu'un individu devienne ou non un terroriste. Toutes les tentatives entreprises pour définir le profil du terroriste et prévoir quand un individu glisse d'une idéologie radicale à l'extrémisme et au terrorisme semblent avoir échoué. Il est tout simplement impossible de prévoir si un individu exposé à certaines idées sera ou non impliqué dans des actes de violence. Tout au plus peut-on déterminer si certains sont plus vulnérables que d'autres.

Le fait qu'il soit très difficile de détecter les premiers signes de radicalisme et de juger quand le radicalisme se transforme en extrémisme et en terrorisme place les dirigeants politiques devant un immense défi. De nombreuses années de recherche n'ont livré que peu d'éléments concrets concernant une prévention efficace de la criminalité, et ce problème semble également se poser dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme. De nombreuses expériences ont été menées ces dernières années selon les approches les plus diverses, mais on n'a encore réuni que peu de preuves empiriques de l'efficacité réelle de telle ou telle mesure. Et c'est ce qui rend l'approche du problème aussi terriblement complexe.

La radicalisation et l'extrémisme se manifestent sous diverses formes, allant du radicalisme de gauche au radicalisme de droite en passant par le radicalisme islamiste. Sur l'ensemble du spectre, ces dernières années – surtout à partir des

attentats de Paris en 2016 – ont surtout été marquées par des initiatives dans le domaine du radicalisme islamiste. Cette approche du radicalisme et de l'extrémisme étant centrale dans ce document de réflexion, nous nous concentrerons exclusivement sur le radicalisme islamiste.

1. (Dé)radicalisation, extrémisme et terrorisme

La littérature scientifique publiée ces dernières années révèle qu'il est très difficile de s'accorder sur une définition précise de la (dé)radicalisation, de l'extrémisme et du terrorisme – qui ont en outre une signification différente selon le contexte. La notion qui fait le plus consensus est celle du terrorisme. Le chercheur en terrorisme Alex Schmidt a mené de nombreux travaux à ce sujet et en est finalement arrivé à une définition raisonnée qui se compose de douze éléments.¹ Six d'entre eux sont beaucoup utilisés dans la littérature scientifique. Mais cette définition a également été critiquée.²

Il est beaucoup plus difficile de trouver une définition univoque et précise de la radicalisation et de l'extrémisme. Alex Schmidt, qui y a également consacré une étude, écrit à ce propos: « ... the search for what exactly 'radicalisation' is, what causes it and how to 'de-radicalise' those who are considered radicals, violent extremists or terrorists has so far been a frustrating experience » (la recherche de ce qu'est exactement la « radicalisation », de ce qui la provoque et des manières de « déradicaliser » ceux qui sont considérés comme radicaux, extrémistes violents et terroristes fut jusqu'à présent une expérience frustrante).³ Ainsi certaines définitions de la *radicalisation* incluent-elles la composante violence, alors que d'autres parlent d'*extrémisme* dès qu'il est question de violence. Ailleurs, on affirme qu'il n'y a pas de relation causale directe entre des idées radicales et la violence extrémiste. Certains auteurs prétendent même que tous les extrémistes violents n'ont pas un système de croyance radical. Ils se contentent de suivre une idéologie superficielle censée inspirer leurs actes de violence.⁴

En outre, les caractéristiques exactes que doit réunir un individu, et la période durant laquelle la situation doit perdurer pour qu'il soit considéré comme radica-

- 1 Schmid, A.P. "The Definition of Terrorism." *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, edited by A.P. Schmid. Routledge, 2011.
- 2 Voir par exemple: Ramsay, G. "Why Terrorism Can, But Should Not Be Defined." *Critical Studies on Terrorism* 8(2), 2015, 211-228.
- 3 Schmid, A.P. *Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review*. The Hague: ICCT Research Paper 4, 2013.
- 4 Borum, R. "Radicalization into Violent Extremism: A Review of Social Science Theories." *Journal of Strategic Security* 4(4), 2011, 7-36.

lisé sont sujettes à débat. Le seul élément sur lequel les différents auteurs semblent s'accorder est que tant la radicalisation que la dé-radicalisation sont des processus. Mais les facteurs qui sont à l'origine des processus suscitent de nombreuses controverses. Il semble en revanche exister un consensus assez large sur le fait que la dé-radicalisation n'est pas un objectif réaliste, et que l'on peut viser tout au plus un « désengagement ». Par « désengagement », on entend un changement de comportement, mais pas nécessairement un changement de conviction. Le désengagement présente à peu près les mêmes caractéristiques que de quitter une bande (de jeunes), une organisations criminelle ou un mouvement religieux (sectes), bien qu'il y ai encore des différences importantes puisque l'idéologie ne joue aucun rôle dans le cas de bandes de jeunes et d'organisations criminelles.⁵ Des études montrent que ceux qui quittent les bandes (de jeunes), les organisations criminelles, les sectes religieuses ou des organisations terroristes suivent à peu près le même itinéraire. Il serait donc possible de tirer des enseignements de la littérature existante à ce propos.⁶ Mais cela n'a pas encore été fait.

2. Prévention de la radicalisation: qu'observons-nous

Bien que presque aucun débat scientifique ou politique mené sur la radicalisation extrémiste n'évade l'importance de la prévention, la littérature scientifique sur ce thème est étonnamment peu fournie, et on n'y trouve aucun élément clair concernant les mesures préventives susceptibles d'être efficaces vis-à-vis de la radicalisation. Il ne sera possible de développer des mécanisme préventifs à même de contrer ces phénomènes que quand nous serons à même de comprendre le processus de radicalisation dans toute son ampleur, mais aussi d'appréhender la manière dont la radicalisation se transforme en extrémisme, affirme Subedi.⁷ Or le problème est

- 5 Aho, J.A. "Out of Hate: A Sociology of Defection from Neo-Nazism." *Current Research on Peace and Violence* 11(4), 1988, 159-168; Bjørge, T. & Horgan, J. (eds.) *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*. Routledge, 2009; Bovenkerk, F. *Uittreden. Over het verlaten van criminele organisaties*. Amsterdam University Press, 2010; Bromley, D.G. "Unraveling Religious Disaffiliation: The Meaning and Significance of Falling from the Faith in Contemporary Society." *Counseling and Values* 35(3), 1991, 164-185; Bushway, S., Piquero, A., Broidy, L., Cauffman, E. & Mazerolle, P. "An Empirical Framework for Studying Desistance As a Process." *Criminology* 39(2), 2001, 491-515; Farrall, S. *Rethinking What Works with Offenders: Probation, Social Context and Desistance from Crime*. Willian, 2002; Laub, J. & Sampson, R.J. "Understanding Desistance from Crime." *Crime and Justice* 28, 2001, 1-69; Rabasa, A., Pettyjohn, S.L., Ghez, J.J. & Boucek, C. *Deradicalizing Islamist Extremists*. RAND Corporation, 2010.
- 6 Rabasa, A., Pettyjohn, S.L., Ghez, J.J. & Boucek, C. *Deradicalizing Islamist Extremists*. RAND Corporation, 2010.
- 7 Subedi, D.B. "Early Warning and Response for Preventing Radicalization and Violent Extremism." *Peace Review*, 2017, 136.

précisément qu'il est très difficile d'exposer ces mécanismes. Une exploration de la littérature disponible révèle en effet les limitations du matériel factuel relatif à l'efficacité de la prévention de la radicalisation.⁸ Plusieurs recherches ont certes été menées sur des initiatives de prévention, mais il n'existe toujours que très peu, voire aucune preuve du fait que les programmes étudiés ont effectivement porté leurs fruits.⁹ Pourtant, on estime qu'il ne vaut la peine d'essayer de mettre en œuvre ces interventions que si elles sont *evidence based* ou basées sur des éléments concrets, ce qui implique qu'une méthodologie empirique stricte et des techniques de mesure sont nécessaires pour les évaluer.¹⁰ La littérature révèle cependant que c'est souvent l'un de leurs principaux défauts.¹¹ Les interventions ne sont presque jamais évaluées conformément à une norme scientifique.¹² De plus, l'évaluation est d'autant plus compliquée que les effets des programmes ne se manifestent qu'à long terme.¹³ Or les évaluations ont souvent tendance à se concentrer sur des résultats à court terme et à négliger les effets à long terme, alors que ce sont ces derniers qui réduisent la menace d'extrémisme violent et de terro-

-
- 8 Christmann, K. *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism: A Systematic Review of the Research Evidence*. Youth Justice Board, 2012; Lum, C., Kennedy, L.W. & Sherley, A. "Are Counter-Terrorism Strategies Effective? The Results of the Campbell Systematic Review on Counterterrorism Evaluation Research." *Journal of Experimental Criminology* 2, 2006, 489.
- 9 Communities and Local Government. *Preventing Support for Violent Extremism through Community Interventions: A Review of the Evidence*. London: Department for Communities and Local Government, 2010, 8.
- 10 Feddes, A.R. & Galluci, M. "A Literature Review on Methodology Used in Evaluating Effects of Preventive and De-Radicalisation Interventions." *Journal for Deradicalization* 4, 2016.
- 11 Voir aussi: Bovenkerk, F., van Hemert, D. & Quint, H. "Werkt het Nederlands deradicaliseringsbeleid?" *Tijdschrift voor Veiligheid* 4, 2013, 3-12; Horgan, J. *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*. Routledge, 2009.
- 12 Christmann, K. *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism: A Systematic Review of the Research Evidence*. Youth Justice Board, 2012; Dalgaard-Nielsen, A. "Violent Radicalization in Europe: What We Know and What We Do Not Know." *Studies in Conflict & Terrorism* 33, 2010, 797-814; Horgan, J. & Braddock, K. "Rehabilitating the Terrorist? Challenges in Assessing the Effectiveness of De-Radicalisation Programs." *Terrorism and Political Violence* 22, 2010, 267-291; Lindekilde, L. "Assessing the Effectiveness of Counter-Radicalisation Policies in Northwestern Europe." *Critical Studies on Terrorism* 5, 2012, 335-344; Lub, V. *Polarisation, Radicalisation and Social Policy: Evaluating the Theories of Change*. The Policy Press, 2013, 1-22.
- 13 Ranstorp, M., Gustafsson, L., Hyllengren, P. & Ahlin, F. *Preventing and Countering Violent Extremism. An Initial Rapid Evidence Assessment and Analysis Plan Examining Local Authority Action Plans and Programming Elements*. Swedish Defence University, Center for Asymmetric Threat Studies (CATS), 2016; Agerschou, T. "Preventing Radicalization and Discrimination in Aarhus." *Journal for Deradicalization*, Winter 2014/15, 1; Bartlett, J. & Miller, C. (2012) "Preventing Violent Extremism: Measurement Paradoxes and Pitfalls." *Canadian Diversity*, October 1 2012; Aly, A., Karnovsky, S. & Taylor, E. "Moral Disengagement and Building Resilience to Violent Extremism: An Education Intervention." *Studies in Conflict and Terrorism* 37, 2014, 369-385; Feddes, A. & Gallucci, M. "A Literature Review on Methodology Used in Evaluating Effects of Preventive and Deradicalisation Interventions." *Journal of Deradicalization*, Winter 2015/16, 17.

risme. Une autre lacune des travaux d'évaluation sur le terrain de la radicalisation est l'usage limité de groupes de contrôle permettant de comprendre si les évolutions identifiées sont imputables au programme ou à d'autres facteurs comme une modification du climat social ou des changements intervenus dans la vie personnelle du radicalisé.

En réalité, il faut constater que nous ne savons pas quelle est la meilleure méthode pour affronter la radicalisation violente, qu'il n'existe aucune méthode standardisée d'identification des interventions de qualité, et que les évaluations laissent à désirer.¹⁴ Certains projets lancés récemment intègrent des évaluations dans leur approche, mais il est encore trop tôt pour juger de leur efficacité. On attend beaucoup d'IMPACT Europe qui prévoit des évaluations des projets dès le début, mais plusieurs années s'écouleront avant que les résultats nécessaires soient disponibles.¹⁵ Compte tenu de ce qui précède, les déclarations de dirigeants politiques selon lesquelles l'absence de départ pour la Syrie dans leur commune démontre la qualité de leur politique préventive sont à tout le moins étonnantes. Car comment peut-on prouver ou même poser l'hypothèse qu'un éventuel calme sur le front de la violence politique dans une commune donnée puisse être attribué à l'effet salutaire de la politique menée ?¹⁶

3. Dé-radicalisation: que savons-nous?

De la même manière que nous ne pouvons pas prédire qui deviendra finalement un terroriste au sein d'un groupe de jeunes à risque, nous ne savons pas grand-chose, voire rien, des circonstances qui amènent certains de ses membres à abandonner un mouvement ou une secte. Les recherches scientifiques relatives au départ d'organisations terroristes n'en sont en effet qu'à leurs balbutiements, et il est par conséquent extraordinairement difficile de prédire quels sont les membres d'un tel groupe susceptible de le quitter, et quels sont ceux dont un départ est hautement improbable.¹⁷

14 Bovenkerk, F., van Hemert, D. & Quint, H. (eds.) "Themanummer Interventies voor deradicalisering: evaluaties en ethische aspecten." *Tijdschrift voor Veiligheid* 12(4), 2013, 5.

15 Ranstorp, M., Gustafsson, L., Hyllengren, P. & Ahlin, F. *Preventing and Countering Violent Extremism. An Initial Rapid Evidence Assessment and Analysis Plan Examining Local Authority Action Plans and Programming Elements*. Swedish Defence University, Center for Asymmetric Threat Studies (CATS), 2016.

16 Bovenkerk, F., van Hemert, D. & Quint, H. (eds.) "Themanummer Interventies voor deradicalisering: evaluaties en ethische aspecten." *Tijdschrift voor Veiligheid* 12(4), 2013, 5.

17 Bovenkerk, F. *Uittreden. Over het verlaten van criminele organisaties*. Amsterdam University Press, 2010.

Selon certains auteurs, il est tout simplement impossible d'influencer la radicalisation de l'extérieur. Les causes de la radicalisation sont nombreuses et complexes, écrit par exemple Roy, mais il s'agit finalement d'un choix personnel qui débouche sur un choix politique, et il serait à la fois dénué de sens et contre-productif d'y voir une espèce de « lavage de cerveau ». Je ne comprends pas », poursuit Roy, « comment pourrait fonctionner un traitement de “dé-radicalisation” ». ¹⁸ Krueger ne cache pas davantage ses doutes quant aux possibilités d'influencer la radicalisation de l'extérieur. Selon lui, le terrorisme procède d'un mécanisme d'offre et de demande. ¹⁹ Il est très difficile, selon lui d'apporter un changement du côté de l'offre, car on est confronté à des personnes prêtes à se sacrifier pour un objectif donné. Il plaide dès lors pour une intervention au niveau de la demande, notamment en faisant en sorte de réduire les possibilités financières et techniques des organisations terroristes. De plus, il fait la promotion de formes pacifiques de protestations afin de réduire le nombre de personnes tentées d'exprimer leurs griefs via le terrorisme. ²⁰ D'autres auteurs voient en revanche des possibilités d'influencer la radicalisation de l'extérieur et de nombreuses publications proposent des facteurs « push et pull » qui favorisent la dé-radicalisation. L'un des principaux facteurs « push » évoqué dans la littérature est la déception qu'engendre l'adhésion à un groupe. L'éclatement d'un rêve romantique est un thème constant observé par Horgan dans les récits de personnes qui ont quitté une organisation terroriste. ²¹ Ceci étant dit, la littérature renseigne encore de nombreux autres facteurs push et pull qui auraient exercé une influence sur le processus de dé-radicalisation. On y trouve ainsi la déception suscitée par la stratégie et les actions du groupe, mais aussi ses dirigeants ou d'autres membres de l'organisation ²², un échec du leadership ou des tensions entre les membres du groupe ²³, la difficulté à

18 Roy, O. *Jihad and Death. The Global Appeal of Islamic State*. Oxford University Press, 2017.

19 Krueger, A.B. *What Makes a Terrorist. Economics and the Roots of Terrorism*. Princeton University Press, 2007.

20 Idem.

21 Horgan, J. *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*. Routledge, 2009.

22 Bjørge, T. “Dreams and Disillusionment: Engagement in and Disengagement from Militant Extremist Groups.” *Crime, Law and Social Change* 55(4), 2011, 277-285; Alonso, R. “Why Do Terrorists Stop? Analyzing Why ETA Members Abandon or Continue with Terrorism.” *Studies in Conflict & Terrorism* 34(9), 2011, 696-716; Reinares, F. “Exit from Terrorism: A Qualitative Empirical Study on Disengagement and Deradicalization Among Members of ETA.” *Terrorism and Political Violence* 23(5), 2011, 780-803.

23 Harris, K. *Review: Disillusionment with Radical Social Groups*. Proceedings of the 1st Australian Counter Terrorism Conference, 2010.

vivre en clandestinité²⁴, l'incapacité à supporter la violence²⁵, la perte de confiance dans l'idéologie sous-jacente de l'organisation²⁶, la fatigue, l'épuisement et le stress.²⁷ Les nombreux facteurs « pull » mentionnés dans la littérature comme étant à même d'inciter à quitter le terrorisme sont de nouvelles possibilités économiques et de formation²⁸, une évolution de la loyauté ou une loyauté concurrente à un nouveau groupe, une nouvelle cause ou une nouvelle religion²⁹, la volonté de se consacrer à la famille ou le souhait de se marier et même de fonder une famille, ou l'établissement de liens positifs avec des modérés.³⁰ Malgré la diversité du matériel empirique, il n'existe cependant encore aucun consensus sur les indica-

-
- 24 Horgan, J. "Disengaging from Terrorism." *The Faces of Terrorism: Multidisciplinary Perspectives*, edited by D. Canter. Wiley-Blackwell, 2006, 257-276.
- 25 Bjørge, T. "Processes of Disengagement from Violent Groups of the Extreme Right." *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, edited by T. Bjørge & J. Horgan. Routledge, 2008, 30-48; Alonso, R. "Why Do Terrorists Stop? Analyzing Why ETA Members Abandon or Continue with Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism* 34(9), 2011, 696-716; Reinares, F. "Exit from Terrorism: A Qualitative Empirical Study on Disengagement and Deradicalization Among Members of ETA." *Terrorism and Political Violence* 23(5), 2011, 780-803.
- 26 Rabasa, A., Pettyjohn, S.L., Ghez, J.J. & Boucek, C. *Deradicalizing Islamist Extremists*. RAND Corporation, 2010.
- 27 Bjørge, T. "Dreams and Disillusionment: Engagement in and Disengagement from Militant Extremist Groups." *Crime, Law and Social Change* 55(4), 2011, 277-285; Della Porta, D. (2009) "Leaving Underground Organizations: A Sociological Analysis of the Italian Case." *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, edited by T. Bjørge & J. Horgan. Routledge, 2009, 66-87; Reinares, F. "Exit from Terrorism: A Qualitative Empirical Study on Disengagement and Deradicalization Among Members of ETA." *Terrorism and Political Violence* 23(5), 2011.
- 28 Abuza, Z. "The Rehabilitation of Jemaah Islamiyah Detainees in South East Asia." *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, edited by T. Bjørge & J. Horgan. Routledge, 2009, 193-211.
- 29 Demant, F. & de Graaf, B. "How to Counter Radical Narratives: Dutch Deradicalization Policy in the Case of Moluccan and Islamic Radicals." *Studies in Conflict and Terrorism* 33(5), 2010, 408-428; Garfinkel, R. *Personal Transformation: Moving Violence to Peace*. United States Institute of Peace Special Report, 2007, 186; Reinares, F. "Exit from Terrorism: A Qualitative Empirical Study on Disengagement and Deradicalization Among Members of ETA." *Terrorism and Political Violence* 23(5), 2011; Disley, E., Weed, K., Reding, A., Clutterbuck, L. & Wares, R. *Individual Disengagement from Al Qa'ida-Influenced Terrorist Groups*. RAND Corp, 2011.
- 30 Abuza, Z. "The Rehabilitation of Jemaah Islamiyah Detainees in South East Asia." *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, edited by T. Bjørge & J. Horgan. Routledge, 2009, 193-211; Noricks, D. "The Root Causes of Terrorism." *Social Science for Counterterrorism: Putting the Pieces Together*, edited by P. Davis & K. Cragin. RAND, 2009, 11-70; Harris, K. *Review: Disillusionment with Radical Social Groups*. Proceedings of the 1st Australian Counter Terrorism Conference, 2010; Reinares, F. "Exit from Terrorism: A Qualitative Empirical Study on Disengagement and Deradicalization among Members of ETA." *Terrorism and Political Violence* 23(5), 2011; Alonso, R. "Why Do Terrorists Stop? Analyzing Why ETA Members Abandon or Continue with Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism* 34(9), 2011, 696-716.

teurs d'une dé-radicalisation réussie.³¹ De la même manière qu'il existe des processus menant un individu à devenir un extrémiste, affirme Rabasa et.al., il existe des processus par lesquels des extrémistes renoncent à la violence, quittent un groupe ou un mouvement, ou rejettent une vision radicale du monde. La dé-radicalisation n'est d'ailleurs pas un processus de radicalisation inversé : elle a ses propres caractéristiques, dont certaines sont très différentes des facteurs qui sont intervenus dans la radicalisation initiale.³²

Plusieurs programmes de dé-radicalisation ont été imaginés dans le monde. La grande majorité d'entre eux revendique une grande efficacité. Mais en l'absence de preuves empiriques, nous ne connaissons absolument pas les effets de la plupart de ces programmes.³³ De plus, il n'existe tout simplement pas de données fiables permettant de tirer des conclusions sur les effets à court et long terme de ces programmes.³⁴ Nous pouvons en revanche observer qu'une approche différente de la radicalisation est adoptée selon les pays. Dans le monde islamique, on a souvent tendance à nouer une forme de dialogue théologique avec les extrémistes afin de tenter de les convaincre du fait que leur interprétation de l'islam est erronée.³⁵ En Europe, on est beaucoup plus réticent à intervenir dans les affaires religieuses. Dans la lutte contre la radicalisation, on privilégie l'aide à un changement de vie, notamment en proposant des formations ou une assistance dans la recherche d'un emploi. Au Danemark par exemple, on a surtout œuvré ces dernières années à la réintégration des djihadistes de retour de Syrie et d'Irak – par exemple en les aidant à trouver une maison, un emploi et/ou une formation.³⁶

Les facteurs push et pull décrits dans la littérature comme contribuant au désengagement nous révèlent cependant peu de choses sur la manière dont ce pro-

31 Barrett, R. & Bokhari, L. (2009) "Deradicalisation and Rehabilitation Programmes Targeting Religious Terrorists and Extremists in the Muslim World. An Overview." *Leaving Terrorism Behind*, edited by T. Bjørge & J. Horgan. Routledge, 2009; Horgan, J. & Braddock, K. "Rehabilitating the Terrorist? Challenges in Assessing the Effectiveness of Deradicalisation Programs." *Terrorism and Political Violence* 22, 2010, 267-291; Vidino, L. *Countering Radicalization in America*. Special Report published by the United States Institute of Peace, 2010.

32 Rabasa, A., Pettyjohn, S.L., Ghez, J.J. & Boucek, C. *Deradicalizing Islamist Extremists*. RAND Corporation, 2010.

33 Horgan, J. & Braddock, K. "Rehabilitating the Terrorists? Challenges in Assessing the Effectiveness of Deradicalization Programs." *Terrorism and Political Violence* 22, 2010, 267-291; Horgan, J. "Deradicalization or Disengagement? A Process in Need of Clarity and a Counterterrorism Initiative in Need of Evaluation." *International Journal of Social Psychology* 24(2), 2009, 291-298.

34 Rabasa, A., Pettyjohn, S.L., Ghez, J.J. & Boucek, C. *Deradicalizing Islamist Extremists*. RAND Corporation, 2010.

35 Idem.

36 Mullins, S. "Rehabilitation of Islamist Terrorists: Lessons from Criminology." *Dynamics of Asymmetric Conflict* 3(3), 2010, 162-193; Lankford, A. & Gillespie, K. "Rehabilitating Terrorists Through Counter Indoctrination: Lessons Learned from Saudi Arabian Program." *International Criminal Justice Review* 21(2), 2011, 118-133.

cessus se déploie. Ainsi est-il extrêmement difficile de déterminer pourquoi des facteurs push et pull donnés provoquent un désengagement chez certains et non chez d'autres... On peut également s'interroger sur l'influence de plusieurs facteurs push et pull qui interagissent sur la probabilité de désengagement. En outre, le travail-cadre en dit peu sur la manière dont des individus quittent leur rôle de terroriste. Quels sont les processus psychologiques impliqués? Quels obstacles potentiels faut-il surmonter?³⁷

Plusieurs tentatives ont été entreprises pour répondre aux questions ci-dessus. L'*Investment Model* de Rusbult semble fournir une base propice à la compréhension du désengagement. Le modèle établit une distinction entre deux éléments associés à l'adhésion personnelle à une entité: la *satisfaction* et l'*implication*.³⁸ L'idée de départ est qu'une augmentation de la satisfaction accroît l'implication dans un groupe. En revanche, une diminution de la satisfaction ne provoque pas toujours un départ du groupe, car l'implication (ou la probabilité de départ) dépend également de la qualité des alternatives (travail stable, famille bienveillante, possibilité de mariage) et de l'investissement dans l'organisation (amitiés, temps et énergie investis, etc.).³⁹ Un des points faibles du modèle de Rusbult est qu'il ne porte aucune attention aux différents événements de la vie d'un individu qui l'amènent à décider de sortir d'un groupe donné. Nous savons aujourd'hui qu'un départ est toujours lié à des *doutes* qui portent l'individu à remettre en question ou reconsidérer son rôle. Ces doutes peuvent susciter une *insatisfaction*, après quoi s'amorce une quête d'alternatives. Les individus qui disposent d'alternatives réalistes peuvent ainsi atteindre la phase de basculement et décider de sortir.

Mais la sortie proprement dite est souvent un processus complexe. Horgan et al. montrent qu'il est rare que des individus renoncent au terrorisme pour une seule raison. La sortie est un phénomène dynamique, fruit de facteurs push et pull divers et de la disponibilité d'alternatives en dehors du groupe. Nos connaissances de la dé-radicalisation se sont beaucoup enrichies ces dernières années, surtout sous l'influence de John Horgan et de ses collègues, mais les conclusions tirées des différentes enquêtes ne sont souvent que très provisoires. Par conséquent, il subsiste de nombreuses questions auxquelles la science n'offre encore aucune réponse dans le domaine de la dé-radicalisation.

37 Altier, M.B., Thoroughgood, C. & Horgan, J.C. "Turning Away from Terrorism: Lessons from Psychology, Sociology and Criminology." *Journal of Peace Research* 29, 2014.

38 Rusbult, C.E., Martz, J.M. & Agnew, C.R. "The Investment Model Scale: Measuring Commitment Level, Satisfaction Level, Quality of Alternatives and Investment Size." *Personal Relationships* 5, 1998, 357-391.

39 Altier, M.B., Thoroughgood, C. & Horgan, J.C. "Turning Away from Terrorism: Lessons from Psychology, Sociology and Criminology." *Journal of Peace Research* 29, 2014.

4. Le Réseau antiterroriste

Koehler, qui a également beaucoup travaillé sur la dé-radicalisation, a cherché à expliquer comment lutter contre la radicalisation violente et favoriser la dé-radicalisation. Il souligne qu'il existe trois instruments pour lutter contre la radicalisation violente : la prévention, la répression et l'intervention. Ces instruments peuvent, comme il le démontre, être déployés à trois niveaux : macrosocial, mésosocial et microsociale. Le niveau macrosocial comprend des instruments pouvant être utilisés à l'échelle nationale, régionale ou métropolitaine. Le niveau mésosocial comprend les environnements socio-affectifs, comme le travail, la famille, l'école, la communauté ou les « groupes de pairs ». Le niveau microsociale se concentre sur l'individu (et parfois son environnement proche). La combinaison des trois niveaux d'impact avec les trois types d'instruments donne naissance à un réseau antiterroriste composé de méthodes et d'instruments qui, dans le cas idéal, se complètent mutuellement pour s'attaquer au risque de radicalisation violente sous tous les angles possibles – du moins selon lui (voir tableau ci-dessous).

	Niveau macrosocial	Niveau mésosocial	Niveau microsociale
Prévention	Enseignement, société civile, animation socio-éducative, action social	Programmes de cohésion sociale	Ateliers avec anciens extrémistes dans les écoles
Répression	Maintien de l'ordre national	Fonction de police orientée vers la communauté, interdiction de certains groupes	Détention, perquisitions
Intervention	Contre-discours	Accompagnement des familles	Programmes de dé-radicalisation

Tableau 1 : Les facteurs de lutte contre le terrorisme

Dans ce document de réflexion, nous nous concentrerons surtout sur les méthodes de prévention et d'intervention citées par Koehler. Nous ne prendrons pas en considération les instruments répressifs. Les instruments de prévention ont été conçus pour éviter qu'une menace extrémiste ou terroriste soit mise à exécution.⁴⁰ Ils comprennent des instruments axés sur un groupe cible qui n'est pas encore radicalisé, afin de réduire l'attrait des narratifs et idéologies terroristes, et d'apporter un support aux groupes considérés comme vulnérables ou « à risque ».

40 Christmann, K. *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism: A Systematic Review of the Research Evidence*. Youth Justice Board for England and Wales, 2012; Bjørge, T. *Strategies for Preventing Terrorism*. Palgrave Macmillan, 2013.

L'idée est que la prévention aura un effet positif sur une potentielle implication future dans l'extrémisme ou le terrorisme. Un raisonnement notamment fondé sur l'hypothèse que certaines circonstances comme le chômage, des lacunes en matière d'enseignement, des problèmes mentaux, etc., sont autant de facteurs favorables à la radicalisation.⁴¹ Comme les instruments de prévention, les instruments d'intervention ont pour but d'éviter l'implication dans l'extrémisme, mais aussi, idéalement, de semer le doute parmi les individus qui se trouvent dans les premières phases de radicalisation. Certains instruments d'intervention sont destinés à stopper ou freiner l'implication de l'individu dans le terrorisme ou l'extrémisme, ainsi que (idéalement) de déclencher une dé-radicalisation ou un désengagement individuel. D'autres programmes d'intervention ont pour but de déradicaliser des groupes terroristes extrémistes. Enfin, des instruments d'intervention microsociale travaillent avec des individus pour les aider à abandonner leur milieu et/ou idéologie radical(e). Koehler souligne que les outils des différents niveaux sont plus efficaces lorsqu'ils sont combinés.⁴²

5. Quelques exemples en Belgique

Pour apprécier ce qui a été entrepris en Belgique ces dernières années afin de prévenir la radicalisation et de favoriser la dé-radicalisation, nous nous sommes entretenus avec plusieurs intervenants actifs dans ce domaine au sujet de leur pratique quotidienne. Il est encore difficile de se forger une idée globale des initiatives mises en œuvre en Belgique – et dans de nombreux autres pays – à partir des textes produits à ce propos par les pouvoirs publics. Les nombreux attentats de ces dernières années ont contraint les dirigeants politiques à proposer des solutions. Mais on peut se demander comment toutes ces initiatives – dont il n'existe que très peu de certitudes concernant l'efficacité – se traduisent dans la pratique. Dans ce document de réflexion, nous présenterons une série d'initiatives intéressantes à observer de plus près, sans les citer nominativement afin de garantir l'anonymat des personnes concernées. À l'aide d'entretiens avec les exécutants, nous avons tenté de comprendre ce que l'on fait (quoi), la manière dont on s'y prend (comment), la raison pour laquelle on fait ce que l'on fait de la mesure dans laquelle la méthode utilisée correspond aux acquis de la littérature (pourquoi).

41 Christmann, K. *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism: A Systematic Review of the Research Evidence*. Youth Justice Board for England and Wales, 2012.

42 Koehler, D. "Een typologie van 'deradicaliserings'programma's." *'Deradicalisering'. Wetenschappelijke inzichten voor een Vlaams Beleid*, edited by L. Colaert. Vlaams Vredesinstituut, 2017.

6. Pratiques de l'enseignement

On investit dans la prévention de la radicalisation dans les écoles belges depuis les attentats de Paris en novembre 2016. Les informations du *Réseau européen de sensibilisation à la radicalisation* (RSR), qui a été créé en 2011 par la Commission européenne et réunit plusieurs fois par an des acteurs de terrain de tous les états membres de l'UE pour élaborer de bonnes pratiques, joue un rôle majeur dans la manière dont est mise sur pied la politique de prévention dans l'enseignement en Belgique. S'il y a quelques différences d'accents – la Flandre travaille par exemple avec des « acteurs clés », alors que la Wallonie préfère des équipes mobiles –, l'objectif est identique partout : les investissements se concentrent dans l'organisation de « formations » au personnel enseignant. Des membres du corps enseignant spécialement sélectionnés à cet effet sont désignés comme « acteurs clés » et se voient inculquer des connaissances de base dans le domaine de la radicalisation ou de l'extrémisme. Des formations doivent leur permettre de reconnaître un processus de radicalisation, d'en estimer la gravité avec des collaborateurs du centre d'encadrement des élèves et d'établir comment « dépolier » les situations concrètes. Ces spécialistes nouvellement formés dans le domaine de la radicalisation constituent les interlocuteurs des autres membres du corps enseignant confrontés à des phénomènes de radicalisation en classe.

Outre le fait que toutes les écoles en Belgique forment leur personnel à l'identification des premiers signes de radicalisation, une *hotline* a été ouverte pour signaler des inquiétudes. Sur la base des notifications qui lui parviennent, une équipe d'experts décide de la suite du traitement dans le cas spécifique. Concrètement, cela signifie qu'ils discutent du cas conformément à l'outil Radix⁴³ et que les actions à entreprendre sont décidées sur la base de ces résultats. Hélas, il existe plusieurs hotlines, de sorte que les informations sur la radicalisation n'affluent pas de manière structurée vers un seul point de contact. Par ailleurs, ces hotlines ont été littéralement inondées de signalements à l'occasion de certains incidents et le temps manque souvent pour les vérifier systématiquement. De plus, on peut se demander si les connaissances présentes sont suffisantes pour pouvoir évaluer le degré de gravité de chacun de ces signalements et si les capacités disponibles permettent de travailler concrètement à un cas donné. Plusieurs des interlocuteurs que nous avons interrogés nous ont expliqué qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient compte tenu de la situation, mais qu'ils étaient presque débordés.

43 Le Radix Tool est un outil utilisé comme fil rouge d'entretien entre différents partenaires et mettant en lumière les forces et vulnérabilités d'un individu, de même que les facteurs structurels qui peuvent donner lieu à une radicalisation. Sur cette base, on décide de l'approche et des domaines de vie sur lesquels elle doit se concentrer.

Un élément louable de cette approche est que l'on avait tendance à travailler avec diverses organisations parallèlement les unes aux autres et que les initiatives de collaboration sont désormais plus nombreuses, bien que le partage d'informations entre les différentes instances constitue toujours un écueil et que l'on peut se demander si la collaboration est toujours aussi fluide qu'on l'avait envisagée. Des mesures importantes ont été prises en ce sens ces dernières années. Cela dit, plusieurs interrogations subsistent. Bien que la mobilisation soit importante au sein de l'enseignement et qu'un grand nombre de personnes y travaillent énormément pour endiguer le problème de la radicalisation, on peut se demander si l'approche actuelle est adaptée à un cas complexe. On investit lourdement dans le renforcement des réseaux autour des jeunes qui présentent des signes de radicalisation, et dans ce domaine également, une foule d'organisations assurent la formation des animateurs socio-éducatifs qui travaillent avec les jeunes en question. Les pouvoirs publics ne sont-ils pas ainsi en train de créer une armée d'experts qui n'en sont pas ? Les check-lists établies pour détecter et signaler les comportements alarmants n'ont-elles pas dans certains cas pour effet de renforcer le problème au lieu de l'endiguer ? Par ailleurs, on peut se demander si les organisations sont suffisamment équipées pour gérer de tels signaux, dont certains sont vraisemblablement très complexes, et offrir une solution. Autrement dit : le travail intense et les nombreuses bonnes intentions ne dissipent pas les doutes. Un collaborateur de l'enseignement les résumait ainsi : « On est confronté à un cas, mais on n'a jamais de certitude, car chacun est différent. Suis-je un expert ? Ai-je la science infuse ? Je n'en sais rien. Je me contente d'écouter, de tenter quelque chose et de voir si ça marche. Parfois ça marche, et parfois non. Là est toute la difficulté. »

7. Le rôle de la société civile organisée et du secteur socio-éducatif et de la jeunesse

Tout comme de nombreuses questions se posent sur l'action préventive dans l'enseignement, nous en savons peu sur le rôle que jouent la société civile organisée et les animateurs socio-éducatifs et pour la jeunesse dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme parce que les recherches n'y consacrent que peu d'attention. Mattsson, Peddell, Eyre, McManus et Bonworth ont décrit les incertitudes des travailleurs de première ligne du Royaume-Uni dans l'exercice de leur travail quand il s'agit de détecter et de prévoir un phénomène de radicalisation suscep-

tible de verser dans la violence.⁴⁴ En Belgique, Colaert a écrit sur l'incertitude des travailleurs de première ligne dans l'identification de la radicalisation.⁴⁵ Et Van de Weert et Eijkman ont récemment enquêté sur le rôle des animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre le terrorisme aux Pays-Bas. Eux aussi arrivent à la conclusion que les animateurs socio-éducatifs ne sont pas suffisamment outillés pour détecter l'extrémisme (violent) au niveau local.⁴⁶ Ils constatent que les tâches des travailleurs socio-éducatifs dans le domaine de la lutte contre le terrorisme sont basées sur leur rôle déjà existant dans la détection des signes précoces de criminalité ou de problèmes sociaux. Les indices d'oppression, d'abus sexuel, de harcèlement et de criminalité peuvent, constatent-ils, mener à une action concrète, mais les instructions sur la réaction à apporter aux signaux possibles de radicalisation restent très abstraites.⁴⁷ Ils ont également constaté qu'il n'existait aucun cadre clair d'identification des processus de radicalisation. Selon les auteurs, l'évaluation des indicateurs est davantage basée sur la perception individuelle des acteurs que sur des critères fondés sur des éléments concrets (*evidence based*) pour identifier des individus potentiellement à risque. En raison du manque de connaissances académiques, les travailleurs de première ligne font souvent appel à des explications de psychologie populaire pour comprendre le phénomène.⁴⁸

Le monde politique aussi semble vouloir résoudre le problème du manque de savoir en proposant des formations en radicalisation et en dé-radicalisation au plus grand nombre possible des professionnels, afin qu'ils puissent enrichir leurs connaissances. Un coup d'œil sur les différentes initiatives menées sur le terrain ces dernières années révèle un grand nombre de formations dans tous les secteurs de la société afin de transformer tous ces professionnels en « spécialistes » de la radicalisation. Indépendamment du fait qu'aucune évaluation n'est faite de la qualité de telles formations et du type de connaissances qu'elles apportent, on peut se demander si les animateurs socio-éducatifs sont suffisamment équipés au terme d'une telle formation pour estimer les risques que présentent des jeunes qui n'ont (encore) aucun projet concret de passage à l'acte.

44 Mattsson, C. "Caught between the Urgent and the Comprehensible: Professionals' Understanding of Violent Extremism." *Critical Studies on Terrorism* 11(1), 2017, 1-19; Peddell, D., Eyre, M., McManus, M. & Bonworth, J. "Influences and Vulnerabilities in Radicalised Lone-Actor Terrorists: UK Practitioner Perspectives." *International Journal of Police Science & Management* 18(2), 2016, 63-76.

45 Colaert, L. (ed.) *'Deradicalisering'*. *Wetenschappelijke inzichten voor een Vlaams Beleid*. Vlaams Vredesinstituut, 2017.

46 Weert van de, A. & Eijkman, Q.A.M. "Subjectivity in Detection of Radicalisation and Violent Extremism: A Youth Worker's Perspective." *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2018, 18.

47 Idem, 17.

48 Weert van de, A. & Eijkman, Q.A.M. "Subjectivity in Detection of Radicalisation and Violent Extremism: A Youth Worker's Perspective." *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2018, 3.

Cela dit, il ne faut pas uniquement se demander si les travailleurs de première ligne sont suffisamment équipés pour détecter la radicalisation ; il faut aussi se demander si cela relève de leur tâche. À partir de ce que les différentes organisations écrivent à ce propos, on trouve au sein de la société civile organisée et du secteur socio-éducatif belge une grande réticence à collaborer à une politique de lutte contre la radicalisation.⁴⁹ Une critique souvent entendue au sein de l'action sociale est que – notamment depuis les attentats de Paris – on attend de plus en plus des travailleurs de première ligne qu'ils détectent et signalent des comportements alarmants à l'aide de check-lists. Ce qui, estiment-ils, non seulement hypothèque lourdement la relation de confiance entre les travailleurs de première ligne et les jeunes, mais les écarte également d'une approche pédagogiquement responsable. Celle-ci semble disparaître totalement parce que les travailleurs de première ligne doivent avant tout faire en sorte que les jeunes ne se radicalisent pas. Il est très probable, sont-ils convaincus, que cette manière de faire aggrave le problème plutôt que d'y remédier.⁵⁰ La société, selon leur idée, a tout intérêt à ce que les professionnels puissent fournir un travail préventif de qualité fondé sur une relation de confiance. Selon eux, une prévention individuelle ciblée – dans le cadre de laquelle on recherche via une détection précoce des signaux et des comportements qui pourraient être le présage d'un comportement violent – ne relève pas de la tâche de l'action sociale pour la jeunesse.⁵¹

8. Les contre-discours, des contrepoisons contre la radicalisation

Les contre-discours – *counter-narratives*, à savoir les tentatives de lutter contre les effets de la propagande et du recrutement à l'aide de messages contraires – ont pour but de prévenir l'implication dans l'extrémisme, mais aussi, idéalement, de semer le doute chez des individus qui se trouvent dans une première phase de radicalisation.⁵² Ils ont été très utilisés comme moyen de prévention de l'extrémisme ces dernières années. Glazzard montre cependant que ces contre-discours

49 Uit de Marge. *Radicalisering, het jeugdwerk en deontologie*.

<https://www.uitdemarge.be/jeugdwerk/radicalisering-het-jeugdwerk-en-deontologie>

50 VZW Motief. *De impact van het radicaliseringsdebat op jongeren*.

http://www.motief.org/phocadownload/pedagogischefocusradicalisering_motief.pdf

51 Idem.

52 Ashour, O. "Online De-Radicalization? Countering Violent Extremist Narratives: Message, Messenger and Media Strategy." *Perspectives on Terrorism* 4:6, 2010, 15-19; Braddock, K. & Horgan, J. "Towards a Guide for Constructing and Disseminating Counter-Narratives to Reduce Support for Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism* 39:5, 2015, 381-404; Briggs, R. & Feve, S. *Review of Programs to Counter Narratives of Violent Extremism*. Institute for Strategic Dialogue, 2013.

reposent généralement sur des bases théoriques et empiriques fragiles, et affirme qu'il y a peu de sens pour les autorités à continuer à y investir leurs maigres ressources.⁵³ Si l'on parcourt l'ensemble de la littérature, on constatera cependant que tous les auteurs ne sont pas aussi sceptiques que Glazzard, et que des tentatives ont été entreprises d'étudier les conditions dans lesquelles les contre-discours pourraient être efficaces.⁵⁴ Speckhard et Yayla, par exemple, écrivent dans leur dernier ouvrage qu'ils sont convaincus que des combattants déçus de l'État islamique qui témoignent sur leur vie au sein de l'organisation sont les personnes les mieux placées pour convaincre d'autres de ne pas adhérer à l'organisation. Pour cette raison, ils enregistrent les récits d'individus qui ont quitté le mouvement dans des vidéos qu'ils diffusent via les médias sociaux. Ils y voient les contre-discours les plus puissants dans la lutte contre le terrorisme.⁵⁵ Pour l'instant cependant, il n'existe aucun élément tangible qui corrobore l'affirmation de Speckhard et sa collègue.

En Belgique, les expérimentations des contre-discours sont récentes, raison pour laquelle il y a peu à dire sur leurs effets. L'un des initiateurs estime que la méthode vaut la peine d'être tentée, même si des doutes subsistent. « Nous avons produit une vidéo expliquant la manière dont les jeunes sont recrutés. Elle a été vue plus de 250.000 fois et nous avons identifié les personnes qui l'ont visionnée », explique-t-il. « La vidéo a été principalement partagée et commentée par des musulmans. Notre groupe cible se compose d'individus qui ne sont pas encore radicalisés, nous voulons avant tout faire de la prévention. Toutefois, personne ne connaît l'impact qu'a eu cette vidéo sur ceux qui l'ont vue. Et il est impossible de le savoir, même en menant une enquête. »

Quelle que soit l'efficacité des contre-discours, il y a d'autres raisons de s'interroger sur cette approche. La méthode, affirme Bovenkerk, repose en effet sur l'hypothèse que la radicalisation intervient à un moment où un individu est déstabilisé et qu'il se laisse « embobiner » par des fanatiques. Mais est-ce le cas ? De la même manière qu'il n'est pas prouvé qu'une adhésion à une secte procède d'une espèce de lavage de cerveau, nous ne pouvons affirmer que tous les radicalisés ont été trompés. L'administration d'un contrepoison idéologique ne fonctionnera très probablement pas chez des individus qui s'imprègnent profondément de leurs convictions. Pour Bovenkerk, il serait naïf de supposer que des évangélistes chevronnés ou des idéalistes politiques expérimentés se laissent

53 Glazzard, A. *Losing the Plot: Narrative, Counter-Narrative and Violent Extremism*. International Centre for Counter-Terrorism, 2017, 3.

54 Braddock, K. & Horgan, J.G. "Towards a Guide for Constructing and Disseminating Counternarratives to Reduce Support for Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism* 39(5), 2015, 381-404.

55 Speckhard, A. & Yayla, A.S. *ISIS Defectors. Inside Stories of the Terrorist Caliphate*. McLean, Advances Press, 2016, 21.

convaincre par de tels messages moralisateurs.⁵⁶ De plus, montre-t-il, ces contre-discours sont comparables aux principes de l'approche de « déprogrammation » utilisée pour lutter contre les sectes. Lorsque les autorités interviennent dans les représentations de la foi d'individus, elles s'autorisent à juger la légitimité de leurs conceptions. Ceci découle d'une conception politique selon laquelle le renoncement à la violence en soi ne suffit pas. Une telle approche peut rapidement amener à recourir à la thématique théologique du « bon » islam pour lutter contre le « mauvais » islam.⁵⁷ En déclarant certains idéaux nocifs et indésirables, complète Sieckelinck, nous avons l'impression de pouvoir protéger les têtes et les cœurs des jeunes. Mais dans ce domaine, les idéaux s'assimilent à des bactéries. Même si c'est notre souhait, il y a peu de sens à vouloir combattre coûte que coûte ces intrus.⁵⁸ D'ailleurs, un entretien avec l'un des initiateurs de cette approche en Belgique révèle que les contre-discours tels qu'ils sont utilisés ici n'ont pas pour objectif de ramener à la raison des extrémistes chevronnés au terme d'une espèce de lavage de cerveau. Ils sont surtout considérés comme moyen préventif d'éviter que des individus se radicalisent. Mais à nouveau: il est très difficile de prouver que les contre-discours produisent réellement cet effet.

9. Accompagnement familial

L'accompagnement familial est une approche relativement nouvelle expérimentée en Allemagne depuis 2012. Entre-temps, plusieurs autres pays européens ont également entrepris de timides tentatives en ce sens. La Belgique est l'un d'eux. Il est cependant trop tôt pour s'exprimer sur l'impact de tels programmes, ainsi que ses effets à long terme.⁵⁹ Les *believers* estiment que ces programmes contribueraient au démantèlement des cadres idéologiques proposés par les groupements extrémistes par la mise en place de contre-discours au sein de la famille. En leur inculquant les arguments et narratifs idéologiques des groupes extrémistes, les membres de la famille des jeunes radicalisés seraient plus à même d'y répondre. On n'attend d'ailleurs pas des membres de la famille qu'ils s'engagent dans des débats théolo-

56 Schmid, A. *The Importance of Countering Al-Qaeda's 'Single Narrative'*. NCTB, Countering Violent Extremist Narratives, 2010, 46-57.

57 Roy, O. *Al Qaeda in the West as a Youth Movement; the Power of a Narrative*. Microcon Policy Working Paper, 2008.

58 Sieckelinck, S. *Reradicaliseren. Ronselen voor een betere wereld*. Lannoo Campus, 2017.

59 Koehler, D. "Family Counseling, De-Radicalization and Counter-Terrorism; The Danish and German Programs in Context." *Countering Violent Extremism: Developing an Evidence-Base for Policy and Practice*, edited by S. Zeiger & A. Aly. Curtin University, 2015, 129; Gielen, A.-J. "Supporting Families of Foreign Fighters. A Realistic Approach for Measuring the Effectiveness." *Journal of Deradicalization* 1(2), 2015, 21-48.

giques (il est possible de faire appel à un homme de science ou à une autre personne qui impose le respect). De plus, un tel débat peut encourager le radicalisé à creuser encore plus profondément l'idéologie radicale ou à consulter ses mentors (radicaux). En revanche, la famille peut – c'est du moins la conviction des initiateurs – constituer un exemple alternatif pour le mode de vie et la mentalité véhiculés par le groupe radical. Les initiateurs en sont convaincus: en apprenant aux familles à reconnaître la provocation, à désamorcer des conflits et à trouver des compromis respectueux de la foi du jeune tout en fixant des limites claires, il serait possible de briser l'absence de nuance des groupes extrémistes.⁶⁰ Mais à nouveau, aucune preuve empirique qui montre que les choses fonctionnent réellement de cette manière n'a encore été livrée.

On l'a dit: des expériences d'accompagnement familial sont en cours en Belgique, même si l'approche est différente de celle adoptée dans les autres pays. Dans le projet d'accompagnement familial que nous avons visité, les parents et les jeunes se voient proposer un programme dans le cadre duquel des accompagnateurs, à savoir l'accompagnateur contextuel et l'accompagnateur du jeune, travaillent ensemble au sein de la famille pendant une période de six mois. L'accompagnement s'effectue sur base volontaire. L'idée est née après avoir constaté que les familles confrontées à des enfants en phase de radicalisation font souvent face à d'autres problèmes sur différents terrains. Ainsi les parents ont-ils souvent été « absents » dans l'éducation de leurs enfants et n'ont pas toujours réagi de manière appropriée aux premiers signes de radicalisation de leurs enfants. « Les parents disent: "si tu vas là-bas [en Syrie], tu n'es plus mon fils" », indique l'un des éducateurs avec qui nous nous entretenons. « Mais pour le jeune, c'est en fait un discours disqualifiant, c'est ce qu'il veut entendre. En disant "je ne suis plus ta mère", on lui donne l'autorisation de partir. Et pour les recruteurs, c'est du pain béni. »

On travaille également sur le principe de la nouvelle autorité en renforçant les parents dans leur rôle éducatif.⁶¹ « Si un jeune nous dit qu'il veut mener le djihad au Moyen-Orient, nous ne paniquons pas », explique un éducateur. « Mais les parents le font souvent et dans ce cas, on observe que leur réaction instinctive et émotionnelle pèse très rapidement sur leur lien avec le jeune. C'est pourquoi nous aidons les parents à améliorer leur vie. Car les jeunes dépassent la ligne rouge

60 Gielen, A.-J. "Supporting Families of Foreign Fighters. A Realistic Approach for Measuring the Effectiveness." *Journal of Deradicalization* 1(2), 2015, 21-48.

61 Het principe van nieuwe autoriteit is uitgedacht door Omer, die een benadering ontwikkelde voor de hulpverlening aan gezinnen met adolescenten die destructief gedrag vertonen. De benadering bestond eruit dat ouders en opvoeders handvatten werden gegeven om escalatie te stoppen en actieve weerstand te bieden tegen agressief en destructief gedrag (Omer, H. *Geweldloos Verzet in Gezinnen. Een nieuwe benadering van geweldadig en zelfdestructief gedrag van kinderen en adolescenten*. Bohn Stafleu van Loghum, 2007; Omer, H. *Nieuwe Autoriteit. Samen werken aan een krachtige opvoedingsstijl thuis, op school en in de samenleving*. Hogrefe Uitgevers, 2011).

[c'est-à-dire qu'ils partent en Syrie], c'est du moins ce qui revient toujours, quand les parents et le contexte ne sont plus valables.»

Pendant l'accompagnement, le comportement de radicalisation du jeune n'est pas abordé. On cherche en premier lieu à remédier aux problèmes qui se posent au sein de la famille. Mais on essaie aussi de trouver d'autres motivations pour le jeune en phase de radicalisation. « Nous allons chercher à recentrer sur lui-même le jeune obnubilé par le djihad, afin de le convaincre qu'il a de la valeur, qu'il peut signifier quelque chose. Le djihad change ainsi de forme. » De plus, on mise sur les talents que possède le jeune. Par exemple en l'aidant à trouver une formation, un emploi ou une activité de loisir. Une fois qu'un lien de confiance a été noué entre l'accompagnateur et le jeune, et que l'on s'est attaqué aux problèmes les plus urgents, la discussion théologique est inévitable. « Si l'on se concentre exclusivement sur l'aspect théologique », poursuit l'un des éducateurs, « on est toujours perdant parce que ces jeunes sont bien informés, notamment concernant les passages liés au djihad. Et le Coran peut être interprété de mille et une manières. Nous évitons par conséquent de nous opposer sur ce point. Pour nous, avoir des idées salafistes ne pose pas de problèmes. Et les parents sont également formés pour ne pas s'y opposer. Car les parents disent souvent : tu as tort. Nous apprenons aux parents à éviter l'escalade. [...] Essayez de soutenir votre enfant, appréciez votre enfant dans son djihad. Même si vous recevez un coup de téléphone inquiétant de l'école disant que votre enfant a mené un débat passionné sur la Palestine. Montrez-vous simplement intéressés et au moment où votre enfant vit cette expérience nouvelle, il va naturellement s'ouvrir. »

Bien que les éducateurs soient convaincus du bien-fondé de leur approche, ils ont conscience de se trouver dans une situation confortable. Quand ils ont commencé, Sharia4Belgium, qui avait beaucoup d'influence sur les jeunes, était en voie de dislocation avancée. De plus, les jeunes qui entrent en considération pour le programme ont été sélectionnés par un *case manager* et bénéficient de l'accompagnement sur base volontaire. Un élément positif de l'initiative d'accompagnement familial que nous avons visitée est que les éducateurs qui y travaillent ont vu grandir certains jeunes qui sont partis en Syrie. Nous les avons donc invités à réfléchir à leurs méthodes, nous leur avons demandé s'ils pensaient que leur approche aurait pu empêcher les jeunes qui l'ont fait de partir en Syrie. « J'ai vu grandir ces jeunes dans notre quartier et je n'avais jamais pensé qu'ils puissent partir, mais à un moment donné, tout est allé très vite », explique l'un d'eux. « Ces jeunes avaient déjà franchi la ligne et une fois que c'est le cas, on se trouve dans un autre monde », affirme un autre.

Ce sont en fait des réactions que nous entendons très souvent. Dans différents secteurs de la société, on ne ménage pas sa peine pour éviter que des jeunes se radicalisent, mais une fois qu'ils ont franchi la ligne rouge – pour reprendre l'expression des éducateurs –, il est très difficile de leur faire faire marche arrière. Ou, comme l'exprime un des éducateurs : « à un moment donné, ces jeunes sont des

projectiles lancés. On peut les considérer comme inaccessibles. Ils ont déjà coupé les liens avec leurs parents. En fait, ils ont déjà passé cette ligne rouge. Ils sont déjà prêts à mourir. Mais je pense que nous avons pu apporter énormément à des jeunes qui n'avaient pas encore franchi cette limite.» Ce qui a d'ailleurs déjà été constaté dans leur approche, poursuivent-ils, puisqu'ils avaient réussi à convaincre des jeunes qui gravitaient dans l'entourage de certains partants de ne pas partir vers des zones de djihad, simplement en concentrant leur attention sur quelque chose d'autre et en soutenant les parents dans leur tâche pédagogique.

10. Programmes de dé-radicalisation

La Belgique n'a pas de programme de dé-radicalisation à proprement parler, mais plusieurs initiatives y sont menées visant à « réorienter » des individus qui entretiennent une idéologie radicale. Malgré certaines nuances, l'idée de base est identique : essayer de faire « changer d'avis » des individus qui véhiculent une idéologie radicale en menant des « entretiens idéologiques ». L'une de ces initiatives consiste à nouer un « dialogue idéologique » avec des jeunes sur la base de 24 concepts idéologiques qui remontent aux sources (le Coran et la sunna). Le projet se concentre sur des textes théologiques détournés par des groupements comme l'État islamique. Mais on aborde également des « frustrations géopolitiques » (par exemple concernant le Moyen-Orient), des théories conspirationnistes et toute autre question qui suscitent des sentiments de colère et de frustration chez les jeunes. Dans les différents cas, l'objectif est le même, à savoir : « percer à jour et réfuter l'idéologie, et faire changer l'intéressé d'avis », et « réorienter l'intéressé sur un autre discours. »

Mais cette ambition n'est pas facile à concrétiser, comme le révèlent les entretiens que nous avons eus à ce propos avec les exécutants : « Il faut être solide », explique l'un d'eux. « Il faut énormément lire, mémoriser des passages entiers du Coran. Et il faut connaître la littérature djihadiste. Un extrémisme peut vous surpasser sur certains passages du Coran. C'est pourquoi il faut éviter de se concentrer sur ces versets et élargir l'entretien à l'ensemble du Coran. » « L'avantage, c'est que j'ai parcouru toute la littérature djihadiste », indique un autre. « Mais il faut également lire les versets. On entre alors dans la sphère de la théologie. Généralement, ils ont acquis une grande connaissance de ce petit bout d'idéologie djihadiste sur Internet, mais ils ne connaissent pas l'ensemble de la littérature. Si l'on est bien documenté, il est possible d'aller en profondeur. »

Les entretiens théologiques peuvent durer entre six mois et un an et demi, deux ans, en fonction de l'individu. Il arrive également que les participants abandonnent le programme à mi-chemin, même si les collaborateurs affirment que cela reste rare. Il faut cependant noter que les différentes initiatives ne traitent jamais

les « cas les plus difficiles ». L'une d'entre elles prévoit un premier entretien destiné à juger de la motivation de l'intéressé, une autre impose que l'intéressé ait renoncé à la violence.

Au terme des entretiens idéologiques, on essaie de faire du « service après-vente ». On construit un réseau autour de l'intéressé et on tente de faire office d'intermédiaire pour un emploi ou une formation. Un des programmes prévoit un post-trajet sur le plan idéologique, « afin que l'intéressé, surtout en cette époque où domine le salafisme, puisse tirer des enseignements de l'islam, mais auprès de la bonne personne et de la bonne organisation », précise un collaborateur.

Malgré les bonnes intentions et l'optimisme de ceux qui participent à de tels programmes et aux succès avérés à leurs yeux, des doutes subsistent. Ces doutes sont en fait à peu près les mêmes que ceux qui sont exprimés par les collaborateurs d'autres initiatives. « La réalité est qu'il y a des gens qu'il est impossible de changer. Que l'on ne peut pas influencer », indique un collaborateur. « Ce que l'on fait, c'est semer des graines », explique un autre. Ensuite, il faut du temps, des expériences de vie, de la maturité pour prendre conscience de ce que je pensais et faisais à l'époque, quand j'étais très radical, agressif, en colère, et comprendre, de nombreuses années plus tard, que c'était idiot. Certaines choses ont tout simplement besoin de temps. On sème les graines, puis il faut attendre. »

11. Dé-radicalisation et administration pénitentiaire

S'il y a un endroit où l'on peut attendre la mise en place des programmes de dé-radicalisation – parce que l'on y est confronté à un groupe significatif de clients caractérisés comme radicalisés –, c'est dans l'administration pénitentiaire. En 2018, on recensait 450 détenus signalés comme radicalisés dans les prisons belges. Les leaders et les recruteurs sont hébergés dans les départements D Radex des prisons d'Ittre et de Hasselt afin d'éviter qu'ils puissent influencer d'autres détenus. D'autres détenus radicalisés sont répartis dans d'autres institutions pénitentiaires. Mais malgré la grande population de détenus enregistrés comme « radicalisés » ou présentant des indices de radicalisation, aucun programme de dé-radicalisation n'est mis en œuvre dans les prisons belges.

Dans les prisons de Flandre, on travaille depuis 2000 avec le système de « prestation d'aide et de services ». Le réseau se compose d'organisations qui proposent de l'aide dans le domaine de l'enseignement, du travail, de la culture, du sport, de la santé et du bien-être à des détenus, tant dans la prison que quand ils l'ont quittée. En outre, deux consultants en radicalisation ont été désignés. Ils proposent une aide individualisée en complément à l'aide existante dans le cadre du pro-

gramme de prestation d'aide et de service, spécifiquement pour les détenus radicalisés. Dans les prisons wallonnes, il n'existe pas de système structurel d'aide et de service. Mais une ASBL propose une aide spécifique pour l'accompagnement de détenus radicalisés. En outre, une aide est offerte aux radicalisés qui ne sont pas détenus. Notamment via un numéro gratuit où il est possible, en toute confidentialité, d'obtenir des conseils sur la radicalisation, de faire appel à une aide psychosociale si nécessaire et où des individus radicalisés peuvent être repris dans un processus de désengagement. Tant en Flandre qu'en Wallonie, les détenus radicalisés peuvent faire appel à des consultants musulmans, bien que la « dé-radicalisation » de détenus ne relève pas de leurs compétences. Comme dans l'enseignement et l'action sociale, une énorme machine de formation a été mise en œuvre pour apprendre au personnel pénitentiaire à détecter les signes de radicalisation.

Si nous observons ce qui se passe dans la pratique, force est de constater qu'il règne dans l'administration pénitentiaire – comme dans d'autres secteurs qui s'occupent des thèmes de la radicalisation et la dé-radicalisation – une grande incertitude concernant l'efficacité de l'approche adoptée. « Ce que nous faisons aujourd'hui a été décidé il y a trois ans », explique un collaborateur, « à un moment où nous en savions très peu sur la radicalisation. Donc, ces décisions ont été prises, mais nous ne sommes pas encore du tout certains des effets de notre travail. » Finalement, on a choisi l'approche actuelle parce que l'idée dominante veut que la radicalisation soit rarement liée à la théologie, mais que les détenus radicalisés ont souvent un historique de criminalité. En ce sens, l'approche des détenus radicalisés ne doit pas beaucoup différer de l'approche des autres détenus : il s'agit d'offrir une aide individualisée, à partir des besoins qui existent chez le détenu. Au sein de la justice, on semble convaincu que les détenus sont tout simplement impossibles à « dé-radicaliser ». Les mots clés sont « rétablir la confiance » et « offrir des perspectives sur mesure » parce qu'il est impossible de « laver le cerveau » des gens. « Ce que nous faisons, c'est offrir une aide dans l'espoir qu'ils soient réintégrés dans la société », explique un collaborateur de l'administration pénitentiaire. « En rétablissant la confiance et en travaillant avec elles, nous essayons d'inciter ces personnes à réfléchir afin qu'elles puissent établir si leur mode de pensée est le bon. Et c'est en fait la seule chose que l'on peut faire. [...] Je pense que de nombreuses personnes sont en train de se déradicaliser, mais c'est un processus personnel. » Même si la confiance dans l'« approche de dé-radicalisation » semble faible, une seule organisation a accès à la prison pour y mener des discussions idéologiques avec les détenus. Ces discussions ne sont en tout cas pas proposées de manière structurelle.

Pour conclure

Comme le révèle ce document de réflexion, la prévention de la radicalisation n'en est encore qu'à ses tout débuts en Belgique. Sur l'ensemble du spectre, on tente d'œuvrer de manière préventive vis-à-vis de la radicalisation dans plusieurs secteurs de la société. Mais lorsque nous étudions ces initiatives plus en détail, il s'avère que la priorité n'est pas tant la prévention que la détection. En effet, on se concentre surtout sur l'identification précoce et le signalement des premiers signes de radicalisation. Toute une série de professionnels sont formés à cette fin et on leur inculque une expertise sur le sujet. D'un côté, cela paraît évident puisque le passé récent a démontré que des jeunes se sont radicalisés sans que leur environnement s'en soit aperçu. Mais cette approche suscite également des interrogations. Ainsi peut-on se demander quelles connaissances apportent précisément ces prétendues formations offertes partout dans le pays à des professionnels susceptibles d'entrer en contact, chacun dans le cadre de leur pratique professionnelle, avec des jeunes qui pourraient se radicaliser. Comme nous l'avons montré, il n'y a absolument aucun consensus dans la littérature sur ce qu'est exactement la radicalisation et les conditions auxquelles il faut satisfaire pour être considéré comme déradicalisé. On peut dès lors se demander si, via les prétendues formations, nous ne sommes pas en train de créer une grande armée d'experts qui ne le sont pas en réalité. On peut de plus se demander si tous ces experts sont ensuite suffisamment équipés pour collecter efficacement les signaux et les gérer de la manière adéquate. A fortiori s'ils sont capables de travailler de manière préventive vis-à-vis de la radicalisation.

Heath-Kelly, qui a mené des recherches sur la politique de lutte contre le terrorisme au Royaume-Uni, montre que les réactions aux premiers signes de radicalisation sont fondées sur au moins deux formes de ce qu'elle a qualifié de « pensée magique ».⁶² La première forme de pensée magique est l'idée que nous puissions identifier le processus de radicalisation et anticiper la naissance du futur terroriste à l'aide d'outils et de critères adéquats.⁶³ Cette hypothèse suggère qu'outre la police et la justice, l'ensemble de la société civile a un rôle à jouer dans la détection et l'identification des radicalisés. La littérature scientifique nous apprend cependant qu'il n'y a aucune manière de prévoir ou d'anticiper le fait qu'un individu devienne ou non à terroriste. De nombreuses tentatives ont déjà été entreprises pour établir le profil du terroriste et prévoir quand quelqu'un passe d'une

62 Heath-Kelly, C. "Reinventing Prevention or Exposing the Gap? False Positives in UK Terrorism Governance and the Quest for Pre-Emption." *Critical Studies on Terrorism* 5(1), 2012a, 69-87.

63 Kundnani, A. "Radicalisation: the Journey of a Concept." *Race & Class* 54(2), 2012, 3-25.

idéologie radicale à l'extrémisme et le terrorisme, et toutes semblent vouées à l'échec. On peut dès lors se demander si nous avons emprunté la bonne voie en formant divers professionnels dans le domaine de la radicalisation.

De plus, on peut se demander si l'énorme machine administrative qui a été mise en branle pour détecter les premiers signes de radicalisation ne pourrait pas avoir l'effet opposé. Ainsi peut-on estimer qu'un jeune désireux d'approfondir sa foi pourraient être plus rapidement considéré comme un « problème », ce qui pourrait déclencher des réactions chez le jeune en question et accélérer un possible processus de radicalisation au lieu de s'y opposer. Mais on peut également se demander si l'introduction d'une logique de suspicion est opportune dans des sphères sociales où la confiance est indispensable.⁶⁴ Les jeunes devraient avoir suffisamment confiance dans leurs animateurs socio-éducatifs, leurs professeurs et les acteurs des soins de santé qu'ils rencontrent pour pouvoir partager leurs préoccupations avec eux. Ou allons-nous attendre de ces professionnels qu'ils partagent avec d'autres ce qu'ils ont pu entendre dans le cadre de ces relations confidentielles ? Et ne risquons-nous pas de faire ainsi éclater la relation de confiance qu'ils entretiennent avec leurs clients ? Allons-nous demander à des parents qu'ils exploitent cette relation de confiance pour surveiller leurs enfants et les signaler auprès d'instances ? Et allons-nous faire la même chose avec les leaders religieux ? L'objectif ne peut pas être d'imposer aux citoyens un devoir public de prévention en matière de comportement et de convictions. La liberté est une valeur fondamentale dans un état de droit et elle a également un prix en termes de risques.⁶⁵ Il faut protéger les normes professionnelles des professeurs, éducateurs et assistants sociaux dans l'attente qu'ils deviennent les yeux et les oreilles de mesures de lutte contre le terrorisme, écrit Kundnani. Transformer les services publics en instruments de surveillance risque d'aliéner des jeunes de ces structures institutionnelles pourtant bien placées pour leur procurer un sentiment de confiance et de cohésion sociale.⁶⁶ Et si ces jeunes n'ont plus personne à qui s'adresser, il est aisé de deviner qui les prendra sous leurs ailes.

Si nous prenons pour hypothèse que le terrorisme est imprévisible, que les signes de radicalisation sont difficiles à identifier et que certaines professions ne peuvent exister que dans le cadre d'une relation de confiance mutuelle, on peut se demander si la voie empruntée, consistant à mobiliser toute la société civile pour détecter les premiers signes de radicalisation, est bien la bonne. Les pouvoirs publics n'ont pas encore suffisamment pris conscience du fait que la radicalisation

64 Ragazzi, F. "The Paris Attacks, Magical Thinking and Hijacking Trust." *Critical Studies in Security* 4(2), 2016, 225-228.

65 Neels, L., Beeckman, T., de Vos, M. & van de Cloot, I. *De Verlichting uit Evenwicht? Over normen en waarden, vrije meningsuiting en dominante religies*. Uitgeverij Van Halewyck, 2016.

66 Kundnani, A. *Spooked! How Not to Prevent Violent Extremism*. Institute of Race Relations, 2009.

est en premier lieu un problème pédagogique et qu'il faut avant tout chercher à y remédier dans l'environnement pédagogique. La biographie de la plupart des jeunes radicalisés recèle généralement plusieurs moments où les adultes de leur entourage auraient pu intervenir efficacement.⁶⁷ En ce sens, on peut se demander si c'est le rôle des pouvoirs publics d'intervenir de manière préventive ou d'agir avant même que quelque chose se produise. En raison de cette limitation propre à l'État de droit, les pouvoirs publics ne peuvent assumer le rôle des parents, sauf si l'enfant est en danger. Tout au plus peuvent-ils les soutenir quand c'est nécessaire.⁶⁸

Les expériences accumulées ces dernières années dans le domaine de la lutte contre la radicalisation sont encore très fragiles et il n'y a pas encore de conclusions à tirer de leurs effets. Mais un exemple qui semble pointer dans la bonne direction est la nécessité d'apprendre aux jeunes à lutter de manière pacifique pour leurs idéaux.⁶⁹ Cela peut sembler léger, mais cela ne l'est pas. Parmi celles que nous avons observées, les expériences qui semblent fonctionner sont celles dans le cadre desquelles des agents de quartier ont développé avec un groupe de jeunes filles qui semblaient montrer un intérêt pour une adhésion à la lutte armée en Syrie, des activités (comme la collecte d'argent pour la Syrie) prenant au sérieux leurs griefs, mais déplaçant l'accent de la participation à la lutte armée vers le combat pacifique pour leurs idéaux. De la même manière, une école d'Anvers confrontée pendant un temps avec des jeunes prêts à rejoindre la lutte armée en Syrie a su renouer les liens avec eux par le biais d'un projet artistique à l'école.⁷⁰ Les projets d'accompagnement familial que nous avons visités fonctionnent selon la même philosophie. Et les résultats semblent encourageants.

Mais ce document de réflexion ne s'intéresse pas uniquement aux initiatives mises en œuvre dans le cadre d'un travail de prévention de la radicalisation; nous avons également étudié les initiatives qui existent dans le domaine de la dé-radicalisation. La Belgique n'a pas de programme de dé-radicalisation à proprement parler. Et dans l'administration pénitentiaire, on estime même qu'il est impossible de déradicaliser les détenus. Cependant, plusieurs personnes ont pris l'initiative de mener des « entretiens idéologiques » avec des radicalisés dans l'espoir de leur

67 Sikkens, E., van San, M., Sieckelinck, S. & de Winter, M. "Parental Influence on Radicalization and De-Radicalization according to the Lived Experiences of Former Extremists and their Families." *Journal for Deradicalization* 12, 2017, 192-226; Sikkens, E., Sieckelinck, S., van San, M. & de Winter, M. "Parental Reaction towards Radicalization in Young People." *Child and Family Social Work* 22(2), 2017, 1044-1053.

68 Neels, L., Beeckman, T., de Vos, M. & van de Cloot, I. *De Verlichting uit Evenwicht? Over normen en waarden, vrije meningsuiting en dominante religies*. Uitgeverij Van Halewyck, 2016.

69 Achterhuis, H. & Koning, N. *De kunst van het vreedzaam vechten. Een zoektocht naar geweldsbeteugeling*. Lemniscaat, 2014.

70 Heremans, K. *Mijn kleine jihad. Gedeelde waarden voor de samenleving*. Houtekiet, 2017.

faire changer d'avis. Il est cependant trop tôt pour évaluer leurs résultats. Si cela dépendait de Heath-Kelly, il faudrait toutefois se demander avant tout si l'on peut attendre quelque chose de telles initiatives. Selon elle, la deuxième forme de pensée magique consiste en effet à considérer la radicalisation comme une forme d'« ensorcellement » idéologique.⁷¹ Le cœur de la plupart des programmes de déradicalisation consiste à rompre ce prétendu ensorcellement. Et on peut effectivement se demander si cette ambition est réaliste. Pendant les discussions que nous avons menées, l'expression « lavage de cerveau » a régulièrement été prononcée à propos de jeunes qui avaient rejoint la lutte armée. C'est une explication souvent donnée par les parents, mais aussi par des professionnels confrontés à des phénomènes de radicalisation. Le lavage de cerveau est un endoctrinement forcé destiné à faire abandonner sa foi fondamentale à un individu et y substituer une autre. Le lavage de cerveau procède de techniques longues et puissantes destinés à prendre le contrôle de l'esprit d'un individu. Comme le montre Sageman, cinq décennies de recherches sur ce thème n'ont cependant fourni aucune preuve empirique du fait que des individus rejoignent des mouvements terroristes sous l'influence d'un lavage de cerveau.⁷² Les jeunes Belges qui se sont radicalisés et sont partis pour la Syrie ont-ils subi un lavage de cerveau ? En aucun cas. Ont-ils été influencés ? Assurément. Mais il est excessif de parler d'endoctrinement long et forcé. L'argument souvent invoqué selon lequel un lavage de cerveau intervient quand des jeunes se radicalisent, écrit Sageman, est à la base de toute une industrie visant à déprogrammer ces « victimes » pour les « remettre dans leur état d'origine ». Inutile de démontrer que c'est mission impossible. Les entretiens idéologiques que nous avons abordés ici sont-ils aussi voués à l'échec ? À notre point de vue, il est trop tôt pour l'affirmer. Nous sommes en tout cas tentés de laisser une chance à cette approche puisque jusqu'à présent, nous ne savons pas encore ce qui fonctionne en matière de déradicalisation. À notre avis, il est important de poursuivre les expérimentations avec différentes initiatives, si possible combinées. Même s'il est simultanément important de rester critique vis-à-vis des réussites souvent revendiquées puisqu'à ce jour, aucun programme n'a apporté de preuve d'efficacité.

Dernier point : malgré les nombreuses initiatives louables mises en œuvre, l'approche actuelle nous semble trop ambitieuse. Les pouvoirs publics auraient avantage à revoir leurs ambitions dans le domaine de la politique de lutte contre le terrorisme et en tout cas de faire preuve d'une plus grande transparence concernant ce qui est possible et ne l'est pas dans les limites de l'État de droit. Professer qu'il serait possible d'améliorer la sécurité en misant sur la détection de la radica-

71 Heath-Kelly, C. "Can We Laugh Yet? Reading Post-9/11 Counterterrorism Policy as Magical Realism and Opening a Third-Space of Resistance." *European Journal on Criminal Policy and Research* 18(4), 2012b.

72 Sageman, M. *Understanding Terror Networks*. University of Pennsylvania Press, 2004.

lisation et en investissant dans la dé-radicalisation crée de fausses attentes chez les citoyens. Il est important de rester modeste et de montrer que la politique actuelle de lutte contre la radicalisation est surtout basée sur un processus d'essais et d'erreurs. Chaque étape franchie a pour but d'endiguer la radicalisation. Mais il n'existe malheureusement pas de méthodologie sûre à 100% à même de limiter la radicalisation et d'éviter les attentats. Car quelle que soit la manière dont on aborde le problème, quels que soient les investissements que l'on consacre à la prévention, quelles que soient les tentatives que l'on met en œuvre pour convaincre des radicalisés de revenir à la raison, le principal problème que l'on ne cesse de rencontrer est l'imprévisibilité du terroriste. Et pour l'instant, nous ne savons pas encore comment l'appréhender.

